



Questions d'administration fiscale

Bruxelles, janvier 2019

Module 6

Mobilisation des recettes nationales
Formation financée par l'Union européenne

Formateur : Pierre Vandenberghe
Expert en administration fiscale

Présentation

1. Aspects organisationnels
2. Numéro d'identification fiscal et immatriculation
3. Gestion du respect des obligations fiscales
4. Gestion des risques et contrôle interne
5. Service et information du contribuable
6. Contrôle et sanction

1. Organisation : direction ou agence

Direction : une unité du ministère des finances ou équivalent

- Risques : manque d'autonomie dans l'allocation des moyens humains et budgétaires, ingérence politique

Agence : un organe semi-autonome relevant d'un Commissaire ou d'un DG rendant compte au ministre

- Risques : perte de contrôle

PAS DE SOLUTION MIRACLE

Alternative au modèle de l'agence : contrat de performance

1. Organisation : fonctions de direction

- => Conception et suivi
- => Stratégie et communication
- => Gestion de la performance
- => Organisation (dont planification du contrôle fiscal)
- => Fonctions d'appui : RH, logistique, informatique, juridique

Principe : Non-immixtion dans les opérations

1. Organisation : Opérations

Réalisation des opérations dans les fonctions principales

- **Immatriculation**
- **Service au contribuable**
- **Dépôt et paiement**
- **Contrôle**
- **Recouvrement**

1. Organisation : Segmentation

Unités opérationnelles généralement organisées par segments de contribuables

- **Grands contribuables (Direction des Grandes Entreprises)**
- **PME (Centre des Moyennes Entreprises)**
- **Petits contribuables et particuliers (bureaux locaux)**

Pas de définitions standard : Faire simple

1. Organisation : Régimes fiscaux

Régime normal : Pleines obligations de comptabilité et de déclaration : comptabilité d'engagement, en partie double, états financiers, dépôt mensuel

Régime simplifié : Obligation de comptabilité et de déclaration limitée : e.g. comptabilité d'engagement ou de caisse, partie simple, états simplifiés, dépôt trimestriel

Régime unique : Aucune obligation de tenue de comptabilité, déclaration du chiffre d'affaires uniquement

1. Organisation : Seuils

Taille	Administration	Régime fiscal	TVA	Comptabilité
Grande	Grands contribuables	Normal	Oui	Complète
Moyenne	Moyens contribuables	Normal	Oui	Complète
Petite	Moyens ou locaux	Simplifié	Oui ou Non	Simplifiée
Micro	Locaux	Unique	Non	Limitée

1. Organisation : Le cas du Burkina Faso

Chiffre d'affaires	Administration	Régime fiscal	TVA	Comptabilité
> \$ 1,8 M.	Grands contribuables	Normal	Oui	Complète
> \$ 86 000	Moyens contribuables	Normal	Oui	Complète
> \$ 26 000	Locaux	Simplifié	Non	Partie simple Comptabilité de caisse
En dessous	Locaux	Unique	Non	Non

3. Numéro d'identification fiscal : Qui doit s'enregistrer ?

=> Tout contribuable redevable d'un impôt ou d'une obligation douanière (enregistrement, dépôt d'une déclaration, paiement, information)

- Toutes les entreprises (sociétés et travailleurs indépendants)
- Y compris professions libérales et agriculteurs
- Employeurs privés
- Propriétaires fonciers (s'il existe une taxe foncière)
- Particuliers : sur la base des règles existantes, selon les obligations dans le cadre de l'IRPP

2. Numéro d'identification fiscal et enregistrement

Caractéristiques numéro d'identification

- **Unique**
- **À vie**
- **Non signifiant**

Usage obligatoire par toutes les administrations et entre sociétés

UNE BONNE PRATIQUE : PUBLIER LES NUMÉROS D'IDENTIFICATION (tous les mois au moins)

3. Gestion du respect des obligations

Définition du respect des obligations fiscales : Accomplissement **volontaire** de **toutes** les obligations fiscales (immatriculation, dépôt, paiement, renseignements exacts)

Stratégie recommandée

- Trouver le juste équilibre entre service et contrôle
- Distinguer parmi les contribuables : conformes, potentiellement conformes, non conforme avérés
- Donner la priorité à l'accomplissement des obligations à venir (plutôt que de rattraper le passé)

UN PROBLÈME IMPORTANT DANS DE NOMBREUX PAYS

3. Gestion du respect des obligations : différenciation

Contribuables civiques : tapis rouge

- **Service personnalisé**
- **Accords de coopération « cooperative compliance »**
- **Vérifications limitées pendant les contrôles (en se concentrant sur des problèmes spécifiques)**

Contribuables potentiellement civiques : Assistance

- **Contrôle partiel (impôt unique ou courte période)**
- **Mqain tendue, sous conditions (engagements et garanties)**

Non conformes avérés : **contrôle exhaustif, recouvrement et sanction immédiats**

3. Régularisation spontanée

Un outil de gestion du civisme puissant

Quand ? À l'occasion d'un changement important en matière fiscale (législation, stratégie, échange de renseignements, etc.)

Comment ? Les contribuables sont invités à corriger spontanément leurs déclarations antérieures

Conséquences : Pénalités réduites, pas de poursuites pénales

4. Gestion des risques et contrôle interne

Objectif :

- **Tous les risques sont identifiés, évalués et cotés**
- **Des stratégies d'atténuation existent**

Catégories de risques

- **Risques de non-conformité**
- **Risques opérationnels**
- **Risques institutionnels**

Nécessité d'un contrôle interne solide

4. Analyse des risques au sein des administrations fiscales

Analyse des risques de conformité

Destinée à détecter les segments de contribuables qui ne respectent pas une obligation fiscale

Sélection pour contrôle fiscal

Destinée à détecter les contribuables dont les déclarations ne sont pas exactes et qui doivent être contrôlés

Remboursement de la TVA

Vise à évaluer le risque pris au moment de traiter une demande de remboursement de la TVA

5. Service et information au contribuable

- => Un point faible dans de nombreux pays en développement
- => Devrait inclure le traitement des défaillants déclaratifs et des remboursements de la TVA
- => De l'assistance directe au self-service assisté
- => Importance cruciale du dépôt et du paiement par voie électronique

6. Contrôle et sanction

But : Avant tout, améliorer le respect des obligations fiscales, accessoirement procurer des recettes supplémentaires

Problème : Contrôle et recouvrement forcé souvent motivés par le besoin de recettes immédiates

Conséquences : Imposition inéquitable, qui compromet le respect des obligations à l'avenir

Recommandations possibles : Diversifier les types de contrôle, opter pour des plans de règlement

Merci pour votre attention !

Des questions ?